

L'Asie centrale vouée à la guerre civile ? Réflexions à partir du cas tadjik

mardi 1er avril 2008, par [Didier CHAUDET](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Didier CHAUDET](#), **L'Asie centrale vouée à la guerre civile ? Réflexions à partir du cas tadjik**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 1er avril 2008.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Ce ne sont pas les mouvements islamistes qui sont à craindre en premier lieu en Asie Centrale. Certes, ces mouvements existent, et il ne s'agit pas de les négliger. Certains, comme le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan, ont été et restent une réelle menace. Toutefois, ils ne peuvent guère que s'appuyer sur des problèmes bien plus profonds, qui n'ont pas besoin d'eux pour prospérer. Si le HT et le MIO étaient annihilés totalement dans les années à venir, d'autres prendraient leur place. Qu'ils soient islamistes ou non ne changerait rien à la menace de déstabilisation. Les tensions économiques entre groupes, ou la logique rapace et intolérante développée par certains cercles de pouvoir, pourraient avoir de nouveau de terribles conséquences régionales. Il n'est pas certain que des mouvements islamistes puissent en profiter. En revanche, ce qui est plus sûr, c'est que le chaos s'installerait au détriment des peuples de la région, et de toutes les grandes puissances. La Chine, l'Inde, ou la Russie, ont un intérêt direct à ne pas voir ces Etats s'autodétruire. Ce sont des fournisseurs en pétrole et en gaz, ainsi que des marchés à conquérir. Pour les Etats-Unis, engagés dans la guerre contre le terrorisme, ces Etats sont, comme le Pakistan, la première « ligne de front » pour la stabilisation de l'Afghanistan. Pourtant, toutes ces puissances ont préféré soutenir les pouvoirs en place, la solution du moindre mal. L'idée d'un Grand Jeu, d'une compétition entre grandes puissances, l'a emporté sur le traitement des problèmes locaux.

DANS LA PLUPART des pays du monde, [les nations d'Asie Centrale](#) ont été découvertes grâce au film grand public « Borat ». Aux Etats-Unis, on aime à parler des « Stans »[i]. Preuve que même les noms des Etats de la zone semblent encore exotiques, étrangers au monde occidental. Pourtant, ni l'Europe, ni la communauté internationale, ne peuvent faire l'économie d'une connaissance approfondie de l'ancienne Route de la Soie. Les problèmes de sécurité pourraient en effet y avoir des conséquences tragiques. Des tensions sécuritaires dans l'un des « Stans » pourraient entraîner un effet domino déstabilisant tous ces d'Etats faibles. L'onde de choc pourrait même dépasser l'aire des cinq pays post-soviétiques. La Chine, notamment dans la région du Xinjiang, peuplée d'une population musulmane centre-asiatique, serait forcément touchée. Des tensions pourraient également apparaître en Russie. Par ailleurs, il est difficile d'imaginer une nation afghane enfin stabilisée avec un voisinage chaotique. Enfin, une région dans laquelle se trouvent des réserves de pétrole et de gaz non négligeables[ii] ne peut laisser l'Europe indifférente.

Les craintes de déstabilisation sont loin d'être superflues, dans une région où les lignes de fractures, ethniques, régionales, politiques, sont importantes. Le scénario du pire a déjà été vécu au Tadjikistan. De 1992 à 1997, une terrible guerre civile eu lieu. Le pouvoir en place, ou les « anciens communistes », se confrontèrent à une opposition dite islamiste. La guerre fit 50 000 morts dès sa première année. Elle provoqua des destructions colossales : on parle de 7 milliards de dollars de destruction pour 1992 seulement. Et cela alors que la Tadjikistan était une des régions les plus pauvres de l'ex-URSS. Les gouvernements de la région vécurent longtemps dans la peur d'un « syndrome tadjik », signifiant dislocation de l'Etat et guerre interne.

Notre but ici est d'analyser ce conflit, afin d'en comprendre mieux les causes. De là, il s'agira de se poser la question suivante : ces mêmes causes pourraient elles provoquer de nouvelles guerres civiles en Asie Centrale, voire un embrasement général ?



Racines de la guerre civile tadjike, et balbutiements d'une paix fragile

Il ne s'agit pas ici d'entrer dans une présentation détaillée de la guerre civile. L'approche descriptive de cet épisode de l'Histoire tadjike a déjà été écrite plus d'une fois. Notre but, ici, est plutôt de comprendre ce qui a permis la guerre civile. Puis de nous pencher sur la situation post-guerre civile, afin de savoir si elle a permis une véritable stabilisation. Ces deux points nous permettront de mieux aborder les racines de ce qui pourrait bien provoquer des troubles régionaux à l'avenir.

On peut relever **trois grandes causes** ayant provoqué la guerre civile :

- . des problèmes économiques et sociaux particulièrement forts
- . un régionalisme très actif, face à un centre plutôt affaibli
- . l'existence de réelles structures d'opposition, et notamment d'un mouvement islamiste important, le Parti de la Renaissance Islamique (P.R.I.).

Comme le fait remarquer Shirin Akiner[iii], dès les années 1970, la situation économique du pays était particulièrement difficile. Les investissements n'étaient plus suffisants, l'économie était en récession. La conséquence d'une telle situation est bien sûr, un chômage important, notamment chez les plus jeunes. Le problème était d'autant plus grave que la progression de la natalité a donné une population à 60% âgée de moins de 16 ans en 1980[iv]. 1980 est également la décennie où les mafias régionales ont pu s'affirmer avec plus de force que par le passé. Elles ont trouvé dans cette masse sans emploi une main d'œuvre et une force de frappe. Ces mafias ont également profité de la guerre en Afghanistan, les soldats revenant du front servant de passeurs de drogue et d'armes. Les choses ne se sont pas arrangées, bien entendues, avec la disparition de l'URSS, le 8 décembre 1991. Depuis l'époque tsariste, le centre russe a toujours fait fonctionner la zone centre-asiatique avant tout comme un producteur de matières premières. En échange, la zone européenne faisait parvenir à l'Asie Centrale les produits industriels. Certaines industries soviétiques s'étaient implantées dans la région. Mais une fois l'URSS officiellement disparue, ces industries sont devenues des firmes locales, ayant perdu leur unique client. En effet dès le début des années 90, la nouvelle Russie a préféré réorienter sa demande sur des entreprises encore russes. D'un point de vue économique et social, donc, le Tadjikistan était déjà bien mal en point.

Et le régionalisme n'a fait qu'attiser les tensions. Les Tadjiks eux-mêmes se divisent en cinq grands « groupes de solidarité », pour reprendre l'expression d'Olivier Roy[v]. Un seul n'est pas réellement tadjik : il s'agit du groupe ouzbek, qui a combattu contre les islamistes. Du côté des Tadjiks, deux groupes étaient « néo-communistes » ou anti-islamistes : les Koulabis et les

Khojentis ou Léninabadis[vi]. Leninabad, la province la plus industrialisée du Tadjikistan, a donné au pays ses dirigeants pendant toute la période soviétique. La fin de l'URSS a signifié un bouleversement de l'organisation politique locale. D'autres Tadjiks voulaient profiter des changements pour arriver au pouvoir. D'où l'alliance des Khojentis avec les Koulyabis, du sud, traditionnellement très indépendants du centre. Le but était de mener une coalition représentant l'ensemble du territoire tadjik. Les Khojentis sont en effet des nordistes, et les Koulyabis des sudistes, alors que leurs opposants ne représentent que des intérêts régionaux. Mais le but de tous les protagonistes restait le contrôle du pouvoir. La tradition politique soviétique en Asie Centrale, qui ne donnait le pouvoir suprême qu'à un seul groupe, n'a fait que confirmer cette tendance. C'est pourquoi les Koulyabis ont profité de la guerre pour s'emparer de la réalité du pouvoir à la place des Khojentis. Quant au camp « islamo-démocrate », il était composé d'abord des Gharmis, population pauvre toujours tenue à l'écart du pouvoir. Est également rattaché à ce camp le groupe des Pamiris. Cette population est composée de chiites ismaéliens en grande majorité, alors que le reste du Tadjikistan est sunnite. Ils ont été largement soviétisés et auront été très proches de la tendance « démocrate ». Le but des différentes élites régionales était de redéfinir les règles du jeu en termes de pouvoir et d'accès à la manne financière. Et face à ces divisions régionales fortes, Douchanbé n'avait pas de réel contrôle. Le centre n'a pas pu utiliser la répression pour calmer les tensions entre différentes populations. Tous les nouveaux Etats centre-asiatiques ont pu affirmer leur autorité sur les troupes soviétiques stationnées sur leur territoire. Cela n'a pas été le cas au Tadjikistan. En effet, sur le territoire tadjik, la grande majorité des officiers n'étaient pas de l'ethnie dominante, mais des Slaves. Par ailleurs, les troupes et les policiers effectivement tadjiks ont très vite choisi le camp de leur groupe régional. Ainsi, le chef de la Garde Présidentielle s'est très vite déclaré pour l'opposition, et contre l'homme pour lequel il était supposé travailler. La situation est vite devenue difficile car, face à cette situation de faiblesse, il semblerait que l'opposition se soit rapidement pourvue en armes. Les islamistes et leurs alliés démocrates ont toujours nié ce fait. Néanmoins, force est de constater que suite à des manifestations et des contre-manifestations, la violence a pris le dessus. Et l'opposition aura été capable de prendre par la force un certain nombre de places stratégiques dans la capitale. Les troupes russes présentes ont dû intervenir pour maintenir l'ordre. Les « islamo-démocrates » ont ainsi pu appartenir quelques temps à un gouvernement d'union nationale. Mais la force populaire associée au pouvoir pris d'assaut par l'opposition, les Koulyabis, n'a pas cessé le combat pour autant. La guerre civile est alors devenue pleinement une lutte à mort entre groupes régionaux, affirmant un nationalisme régional très fort. Une fois Douchanbé tombée entre leurs mains, les Koulyabis ont continué à se considérer avant tout comme des Koulyabis. Et chacun a d'abord lutté pour la préservation de sa population, pour la protection de sa propre région. D'où les atrocités menées par les deux camps contre les populations civiles.

Enfin, une structure a été capable d'unir en son sein un grand nombre de personnes en opposition avec la situation politique locale. Le Parti du Renouveau Islamique du Tadjikistan (P.R.I.) a su particulièrement s'imposer comme un membre très important de l'opposition. Il s'agissait d'un groupe d'abord totalement soviétique, né en juin 1990, à Astrakhan (Russie). Il se divisa rapidement en branches locales. On peut voir cinq causes à son succès au Tadjikistan. Tout d'abord, bien sûr, la faiblesse du gouvernement. Le centre tadjik n'a pas pu utiliser la violence pour détruire son opposition islamiste, comme l'a fait Islam Karimov. Par ailleurs, la branche tadjike a vite affirmé son indépendance face à l'IRP russe. Ce dernier voulait une branche locale acceptant de ne pas s'opposer au gouvernement. Or les islamistes tadjiks ont préféré rester fidèles à leur base locale, et s'associer clairement avec l'opposition. Car le parti

islamiste a réussi à très largement s'imposer dans un groupe régional en particulier. Il s'agit des Gharmis, la population du sud longtemps éloignée du pouvoir évoquée plus haut. Dans une société profondément marquée par la division subnationale, il s'agissait d'une condition sine qua non pour s'imposer politiquement. Les autres groupes d'opposition, les démocrates, n'ont pas, semble-t-il, obtenu le soutien d'une base aussi importante. Par ailleurs, les islamistes tadjiks se sont toujours montrés d'un grand pragmatisme. Ils n'ont jamais rejeté l'alliance avec d'autres membres de l'opposition nationaliste ou démocrate. Ils étaient, certes, eux-mêmes également des nationalistes, notamment dans un esprit anti-ouzbek. Les islamistes tadjiks ont par ailleurs fait preuve, le plus souvent, d'une grande modération doctrinale. On en a eu un exemple frappant au début de l'alliance entre islamistes et démocrates. En effet, lors des premières élections présidentielles après l'indépendance, le P.R.I. a soutenu sans états d'âme le démocrate Davlat Khudonazarov. Pourtant, ce dernier n'avait pas hésité à faire des comparaisons entre christianisme et islam au détriment de cette dernière religion[vii]. Enfin, l'islamisme a été capable de collaborer, dans un sens, avec le représentant de l'islam officiel. En effet, le plus haut représentant du clergé soviétique musulman au Tadjikistan, Qazi Akbar Turajanzade, a donné son soutien au P.R.I. à de nombreuses reprises. Ils avaient avant tout en commun deux points importants. Tout d'abord, le désir d'islamisation du Tadjikistan. Mais surtout, le désir de défendre les Gharmis. Après tout, Turajanzade lui-même était Gharmi, comme les leaders du P.R.I., et leurs principales troupes, comme évoqué plus haut.

La guerre civile devait durer de 1992 à 1997. De fait, la période la plus violente de la guerre civile fut la première année. Elle a vu le triomphe des chefs de guerre « néo-communistes » ou anti-« islamo-démocrates ». Ce sont les chefs de guerre, et non le président qui émergea de ces troubles, qui fut d'abord le principal vainqueur dans les années 1990. Emomaliï Rahmon est devenu président en 1994 uniquement parce que les chefs de guerre Koulyabis en ont décidé ainsi. Les Léninabadis ont accepté de perdre le pouvoir politique en échange d'un maintien de leur suprématie économique. Ils désiraient également garder une certaine autonomie face à un Etat ravagé par la guerre. Néanmoins, dans la suite des années 90, le président Rahmon comme ses protecteurs se sont surtout concentrés sur la conquête de l'ensemble du pouvoir. Ils ont, à terme, marginalisé leurs anciens alliés ouzbeks, et ont fait taire la dissension venant de Khojent. Lors du processus de paix, ces deux groupes furent largement marginalisés. Cela explique notamment que les Ouzbeks tentèrent de s'opposer au gouvernement, et à ses nouveaux alliés, à la fin des années 1990. Les islamistes et les néo-communistes devaient alors se retrouver, au moins pendant cette période, sur un discours commun anti-ouzbek et nationaliste. Mais la réconciliation n'était pas définitive pour autant. Si la paix s'est instaurée, c'est effectivement par des pressions venant de l'extérieur, notamment de Russie et d'Iran. La menace d'une contagion « talibane » venant d'Afghanistan était bien réelle. Après tout, des Afghans ont soutenu les deux camps dès 1992. Les Ouzbeks du chef de guerre afghan Dostom ont ainsi soutenu le camp koulyabi. Quant aux moudjahidines, ils ont soutenu les islamistes. A chaque fois, ils s'agissaient de troupes n'allant pas au-delà de 600 hommes. La crainte d'une extension du conflit afghan était donc déjà présente, mais maîtrisable. La logique radicale des Talibans faisait craindre que les choses ne conduisent à une montée des tensions, dramatique pour toute la région. Mais les pressions russe et iranienne n'ont pas changé le fait que, pour les Koulyabis, la guerre était considérée comme gagnée. Les postes qui devaient donc revenir aux islamo-démocrates ne furent donc pas toujours donnés. Et il semblerait que les polices locales utilisent régulièrement l'imprécision de la loi d'amnistie pour les combattants de l'opposition. Ils procèdent régulièrement à des arrestations sur des faits pourtant couverts par la loi d'amnistie. Cette dernière protège de poursuite tout combattant de l'opposition n'étant

pas coupable des faits les graves (viols, massacres, etc.). Certes, le problème semble d'abord venir des polices locales, qui doivent remplir leur quota d'arrestation. Les policiers utilisent également ces arrestations abusives pour soutirer de l'argent à leurs victimes. Mais il serait difficile de faire une telle chose sans l'assentiment de personnes importantes au plus haut niveau. Par ailleurs, le P.R.I. a eu de grandes difficultés à se voir officiellement enregistré partout au Tadjikistan.

Ces problèmes s'accompagnent paradoxalement d'une lutte entre Koulyabis. C'est, dans un sens, la suite naturelle des affrontements. Les Koulyabis ont, de fait, mis hors jeu l'ensemble des autres groupes. La lutte se situe maintenant entre chefs de guerre koulyabis, et le président Rahmon. Ce dernier cherche en effet à réduire le pouvoir des chefs de guerre en général, qu'ils soient islamistes ou koulyabis. Ce choix, qui signifie un renforcement de l'Etat, est, bien sûr, une bonne chose. D'ailleurs, les chefs de guerre ne sont pas toujours fortement soutenus par les populations qu'ils disent représenter. Beaucoup, parmi la population de Koulyab, se souviennent que ces chefs de guerre n'ont fait que s'enrichir sans aider la population. En cela, la lutte difficile du président Rahmon ne peut qu'être considérée comme positive pour le Tadjikistan. Mais l'effet pervers de cette lutte est qu'elle est encore menée selon les mêmes règles qui ont provoqué la guerre civile. Ainsi, pour permettre à l'Etat de se reconstruire, E. Rahmon ne s'appuie pas en priorité sur des technocrates compétents, mais sur les hommes de son village, Danghara. Certes, il ne fait ici que s'appuyer sur des personnes de confiance, qui ne déstabiliseront pas l'Etat. Néanmoins, cette monopolisation progressive du pouvoir par une frange encore plus mince de la population tadjike est un facteur de tension politique certain. Pour le moment, le souvenir de la guerre civile reste très présent dans les esprits. Il est suffisant pour contenir l'ancienne opposition islamiste, qui pour l'instant, reste très légaliste. Il permet également au pouvoir en place de contrôler les médias à un moindre coût. Tout article critique est en effet totalement assimilé à de la propagande renvoyant aux pires heures du début de la guerre civile. C'est souvent suffisant pour pousser les journalistes à s'auto-censurer. Mais ce nouvel autoritarisme gouvernemental pourrait bien signifier un retour des problèmes du passé. On pourrait même parler d'un renforcement de ces problèmes. En effet, il n'est pas certain que les chefs de guerre « islamistes » et « néo-communistes » mis de côté soient disposés à se laisser dépouiller de leurs pouvoirs. Le président Rahmon a encore un long combat à mener pour consolider définitivement l'Etat tadjik. En cela, une aide internationale plus importante serait d'ailleurs la bienvenue. Mais surtout, il semblerait que l'autoritarisme, associé aux problèmes économiques et sociaux, permette l'émergence d'un nouvel islamisme. On parle de la naissance d'un nouveau groupe en plein fief du P.R.I, appelé el-Bayat (le Serment). Ils ont déjà mené des actions violentes, notamment contre un Tadjik converti au christianisme et devenu pasteur. Ils semblent fonctionner sur le modèle des islamistes ouzbeks du début des années 1990. Cela signifie qu'ils pourraient être associés aux milieux criminels, et qu'ils mettent en avant une vision extrêmement rigoriste de l'islam. Cela signifie surtout qu'ils sont prêts à imposer cette vision par la force. Par ailleurs, des groupes marginalisés comme les Ouzbeks voient naître en leur sein des approches rigoristes et anti-gouvernementales de l'islam politique.

Le problème de la lutte pour le contrôle politique n'est donc pas totalement réglé. Il a tout juste changé d'échelle, mené par quelques cercles autour du pouvoir. L'islamisme radical semble devenir un concurrent sérieux de l'islamisme modéré. Et les problèmes économiques et sociaux sont toujours bien présents. Ils sont même été aggravés par la guerre civile. Par ailleurs, l'Afghanistan n'est pas stabilisé et est toujours un grand fournisseur de drogues. Cela

assure les mafias régionales tadjikes de sources de financement importantes face à Douchanbé. Les problèmes qui ont hanté de le Tadjikistan jusqu'à l'amener à la guerre civile semblent donc loin d'avoir disparu. Pour autant, la communauté internationale ne semble plus porter grande attention à ce pays depuis la fin de la guerre civile. Et cela alors que l'avenir pourrait être pire que le passé.

La question est maintenant de savoir si le problème est uniquement national, ou s'il s'agit d'un mal centre-asiatique.

Les conditions sont-elles réunies pour voir réapparaître un conflit en Asie Centrale ?

Afin de savoir si les conditions sont effectivement réunies, il nous faut répondre à deux questions. Tout d'abord, existe-t-il des structures d'opposition, notamment islamistes, capables de jouer le rôle du PRI ? Et existe-t-il des lignes de fracture politiques fortes ressemblant à celles trouvées au Tadjikistan dans d'autres pays de la zone ?

En Asie Centrale post-soviétique, il n'y a guère que deux mouvements, tous deux islamistes, qui seraient capables de combattre les pouvoirs en place. Il s'agit du Hizb-Ut-Tahrir (H.T.), pour l'ensemble de l'Asie Centrale, et du Mouvement Islamique d'Ouzbékistan, ou M.I.O.

A première vue, le Hizb Ut-Tahrir, « parti de la libération » en arabe, semble être le parti le plus dangereux. Apparue en 1953 au Moyen Orient, il n'y a jamais conquis le cœur des masses. Il semble avoir connu plus de succès hors de sa région d'origine. En effet, il s'agit du groupe islamiste le plus populaire d'Asie Centrale. Alors qu'il est interdit dans toute la région, il compte de 15 000 à 20 000 membres[viii]. La répression très dure menée par les régimes locaux contre le HT ne réduit pas l'attrait populaire à son égard. Il semblerait même que le parti ait un impact auprès de populations traditionnellement peu politisées ou déçues par le pouvoir autant que par les partis d'opposition. Il serait notamment bien mieux implanté auprès des femmes que les partis officiellement enregistrés au Tadjikistan, par exemple[ix].

Les causes d'un tel succès sont multiples. Tout d'abord, le HT a une structure idéologique très forte, simple, voire simpliste. Selon ce parti, le but ultime est de voir renaître le califat, symbole politique de l'union de tous les musulmans. Cette institution a été abolie en 1924 par Mustafa Kemal, le fondateur de la République turque. Un certain nombre de mouvements islamistes depuis cette époque soutiennent un retour du califat comme moyen de restaurer la grandeur musulmane. La vision de l'Etat califal selon le HT ne peut qu'être séduisant pour les Centre-Asiatiques. Tout d'abord, il prône un modèle social dit islamique, qui serait une forme modérée de socialisme. Vue la situation économique difficile de la majorité des populations locales, une telle proposition ne peut que plaire. Par ailleurs, le projet étatique du HT rejette la notion d'Etat-nation et les frontières entre pays musulmans. Or depuis la chute de l'URSS, la naissance de véritables frontières entre pays artificiellement coupés les uns des autres pour la première fois a gêné des pratiques commerciales importantes. Des pratiques qui encore aujourd'hui, sont essentielles pour nombre de familles modestes. Enfin, et surtout, la grande majorité des Centre-Asiatiques s'affirment musulmans. Pourtant, ils n'ont qu'une connaissance sommaire des idéologies associées à l'islamisme, et même plus généralement de la théologie musulmane. Pour nombre d'entre eux, un Etat islamique serait avant tout un Etat avec un

dirigeant juste, et un pays débarrassé de la corruption. Ce qui est un idéal partagé par le plus grand nombre dans la région. Par ailleurs, il est noté que le parti de la Libération est un mouvement prônant partout la même idéologie. Malgré tout, il sait s'adapter aux situations locales. Ainsi, en Asie Centrale, son discours change subtilement d'une république à une autre. Au Kirghizstan, le parti se fait le porte-drapeau des revendications économiques et sociales. En Ouzbékistan, par contre, pays où la répression est un outil de gestion politique, ce sont les méthodes gouvernementales, et les problèmes politiques, qui sont régulièrement dénoncées. Cette flexibilité n'est pas sans lien avec le succès obtenu dans la région.

Par ailleurs, le HT s'appuie également sur une organisation et une discipline de parti très efficaces. Le parti est organisé en petites cellules de cinq à sept personnes uniquement. Seul le chef de cellule connaît le niveau supérieur de la hiérarchie locale. Une telle organisation rend le noyautage par des services de renseignement relativement difficile. Le noyautage est rendu encore plus difficile par la discipline imposée aux membres. Ils doivent une obéissance absolue au parti, sous peine d'être exclus. Par ailleurs, ils ont obligation de promouvoir le mouvement autour d'eux, notamment auprès de leurs proches, de leurs familles. On voit mal un membre des services de renseignement tadjik ou ouzbek pouvoir agir de la sorte. En tout cas, ce travail d'implication de la famille porte souvent ses fruits. En effet, s'ils ne sont pas conquis par l'idéologie, beaucoup entrent dans le mouvement en réaction à l'arrestation d'un père, d'un fils, d'un frère, déjà membre.

Certes, ce mouvement est important. Pour autant, peut-on le considérer comme capable de mener une guerre frontale dans un pays d'Asie Centrale, voire sur toute la région ? Selon les sources à disposition, cela semble improbable.

Bien entendu, l'idéologie du HT est radicale. Elle promet le choc des civilisations. Le futur Etat califal ne sera pas membre de l'ONU, n'aura aucun lien diplomatique avec les Etats-Unis. Il sera, par ailleurs, automatiquement en guerre avec Israël. Par contre, le parti refuse tout djihad, ou guerre sainte, avant la constitution du califat. Le Hizb Ut-Tahrir s'affirme ouvertement comme non-violent. Et malgré la forte répression menée notamment par l'Ouzbékistan, la violence et le terrorisme sont catégoriquement rejetés. Suite aux pressions locales, certains membres du parti semblent avoir voulu changer cette approche, sans succès. Selon l'idéologie général de HT, il y a trois étapes à passer pour obtenir le pouvoir. Tout d'abord, il faut établir une organisation viable dans la région. Puis il faut faire un travail de propagande auprès de la communauté musulmane du lieu. Quand une vaste majorité des cœurs a été conquise, on peut passer au troisième stade. Il consiste en de grandes manifestations pacifiques devant renverser le pouvoir en place. Une telle approche mise sur le long terme, et explique le peu de succès pratique de HT dans la restauration califale. Dans les écrits du parti, la violence pré-califale n'est acceptée que dans une seule situation. Il s'agirait d'un coup d'Etat mené par des officiers reprenant à leur compte le programme du parti. Or, on voit mal les forces militaires et policières d'Asie Centrale, premières bénéficiaires des régimes en place, passer à l'ennemi. Par ailleurs, la formation très laïque de la frange supérieure de ces corps rend l'idée d'une collaboration plus improbable encore.

Par ailleurs, si le HT attire la sympathie de beaucoup, il serait erroné d'exagérer son influence. En mars 2005, de fortes tensions au Kirghizstan ont entraîné la chute du président en place depuis la disparition de l'URSS, le président Akayev. Pendant cette période de trouble, un HT authentiquement influent aurait pu peser sur le mouvement. Or le parti fut quasiment invisible

pendant ce qu'on a appelé « la révolution des Tulipes ». Il s'est montré incapable de provoquer de vastes mouvements de foule. Y compris dans le sud du Kirghizstan, où le H.T. est sensé avoir une importance régionale non négligeable. On est donc loin de l'assise régionale dont a pu bénéficier le P.R.I. L'approche idéologique du H.T. l'a empêché de s'allier avec d'autres acteurs des dits événements. Le refus d'une collaboration s'appuyait notamment sur un refus de la notion de démocratie. Le H.T. considère en effet ce régime comme une invention occidentale anti-islamique. En comparaison, les islamistes tadjiks ont toujours su se montrer flexibles idéologiquement. Comme vu plus haut, ils ont su s'allier avec d'autres membres de l'opposition pendant la guerre civile. Certes, les régimes locaux s'acharnent à attribuer au H.T., ou à d'hypothétiques branches dissidentes, attaques terroristes et révoltes locales. Or, à chaque fois, le HT dément, et surtout, il n'y a aucune preuve d'une telle implication. Il semblerait que l'action principale des membres du Hizb depuis son implantation aura été de diffuser des tracts de propagande dans les boîtes aux lettres de leur voisinage. Il faudrait des militants bien plus actifs et prompts à l'usage de la force pour faire craindre une nouvelle guerre civile menée par ce parti.

Le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (M.I.O.) semble représenter une menace bien plus réelle que le HT. Ce groupe a, en effet, bien plus de points communs avec le P.R.I tadjik du début des années 1990. Tout comme lui, il a été traditionnellement profondément ancré dans un territoire. En effet, les islamistes ouzbeks se retrouvent depuis le début de l'indépendance bien plus dans la vallée de la Ferghana qu'ailleurs. Cette vallée, divisée entre trois républiques, se situe au cœur de l'Asie Centrale. Elle est peuplée en grande majorité par des Ouzbeks (85% de la population). La tradition islamique y a toujours été très affirmée, ce qui en a fait un terrain fertile pour tout mouvement de réislamisation[x]. Plus généralement, en Ouzbékistan, comme au Tadjikistan, l'attachement à l'islam est fort, et lié à l'identité nationale. Par ailleurs, encore comme au Tadjikistan, le Mouvement Islamique se concentre d'abord sur la lutte dans un seul pays, l'Ouzbékistan. Le leader militaire du mouvement depuis sa création, Juma Numangani, n'a jamais été connu pour son érudition islamique. Il n'a jamais affirmé des positions politiques très subtiles. Par contre, de l'avis de toutes les personnes qui l'ont rencontré, il a toujours résumé son idéologie en termes très simples. Il s'agit avant tout, et uniquement, d'une haine profonde contre le régime dictatorial d'Islam Karimov. Il a été dit qu'après le 11 Septembre le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan s'était déterritorialisé. Il serait devenu le Mouvement Islamique du Turkestan ou Mouvement Islamique d'Asie Centrale, en s'associant avec d'autres islamistes. Néanmoins, cette affirmation, souvent reprise n'est fondée sur aucune preuve tangible, selon Vitaly V. Naumkin[xi]. Le Mouvement Islamique reste donc un mouvement éminemment national. Ce qui rend ses objectifs plus réalisables, donc plus concrets et dangereux pour le futur. Par ailleurs, le M.I.O., contrairement au HT, n'a jamais prôné la non-violence. Il a combattu du côté de l'opposition dans la guerre civile tadjike. Il a mené des actions militaires visant à frapper l'Ouzbékistan en 1999 et en 2000. Et il s'est allié avec Al Qaida et les Talibans. Il a combattu aux côtés de ses derniers lors de la campagne américaine en Afghanistan fin 2001. Les troubles de mars-avril 2004 à Tachkent et à Boukhara[xii] lui ont été attribués. Et il a revendiqué les attentats suicides contre les ambassades américaine et israélienne de juillet 2004. On retrouve donc beaucoup de ce qu'était le P.R.I du début des années 1990 dans le M.I.O. Le mouvement a des objectifs nationaux, et un clair désir de renverser le régime ouzbek. Il s'appuie historiquement sur une base d'abord régionale. Il est prêt à user de la violence, et l'a prouvé à maintes reprises.

Pourtant, comme pour le H.T., il est difficile de voir dans le M.I.O. une structure capable de

commencer une guerre civile. Tout d'abord, contrairement au pouvoir tadjik du début des années 1990, le pouvoir ouzbek n'est pas faible. Il l'a prouvé dès l'indépendance. En effet, l'Ouzbékistan avait alors cela de commun avec le Tadjikistan qu'une opposition islamiste forte existait déjà. Mais le centre ouzbek a eu les moyens de briser cette opposition avant qu'elle ne puisse solidement tenir un territoire. Depuis le commencement des années 1990, le M.I.O. vit en exil. Certes, un réseau de sympathisants existe peut-être toujours sur le territoire ouzbek. Cependant, la masse des militants, capable de combattre les forces armées locales, a dû fuir depuis longtemps, d'abord au Tadjikistan, puis en Afghanistan. Et enfin dans la zone tribale pakistanaise, à la frontière pakistano-afghane. On ne peut donc plus parler d'une base régionale solide pour le M.I.O. à l'intérieur du territoire ouzbek. Même pendant sa période de gloire, lors des attaques de 1999 et 2000, le Mouvement Islamique n'avait pas été capable de mettre sérieusement en danger Islam Karimov. La campagne américaine a par ailleurs mis sérieusement à mal le mouvement. Nombre de ses membres ont été capturés ou tués fin 2001. Le soutien ouzbek à la guerre contre le terrorisme était spécifiquement lié au ciblage par les Américains des camps d'entraînement du M.I.O. Il a été rapporté que Juma Namangani lui-même, leader du mouvement, a été tué lors de la campagne. Enfin, ce parti n'a pas pu se relever de cette dernière déconvenue une fois réfugié dans le territoire tribal pakistanais. En effet, des tensions de plus en plus fortes ont opposé les islamistes ouzbeks et leurs alliés Talibans. Le leader des islamistes ouzbeks, Tahir Yuldashev[xiii], souhaitait une lutte visant d'abord le régime en place à Islamabad. Contrairement aux Talibans, qui souhaitaient combattre d'abord l'OTAN en Afghanistan. Les islamistes ouzbeks ont graduellement monté contre eux les tribus qui leur avaient offert l'hospitalité. En effet, les combattants du M.I.O. ont contribué à la hausse de la criminalité. Ils ont également organisé des assassinats contre les membres influents de tribus ne pensant pas comme eux. En 2007, cela a entraîné une bataille rangée entre tribus et Ouzbeks. Ces derniers ont été vaincus, et ont perdu au moins 200 hommes. Cette dernière défaite, et leur mésentente avec leurs alliés, semblent mettre définitivement l'Ouzbékistan à l'abri. Au moins en ce qui concerne des actions majeures venant du M.I.O.

Certes, les structures qui pourraient représenter un danger pour la stabilité de la région semblent ne pas être à même d'agir. Il n'y a pas de réel équivalent du P.R.I. dans la région, capable de canaliser les oppositions, de combattre les régimes en place. Malgré tout, certaines causes, souvent évoquées plus haut, sont bien présentes. Et ces problèmes, à eux seuls, pourraient être sources d'instabilité. Un pays ou une aire n'a pas besoin de deux camps structurés pour sombrer dans le chaos. Un nombre suffisant de personnes poussées à la violence d'une façon ou d'une autre y suffit.

Il y a tout d'abord la structure politique récurrente en Asie Centrale. Certes, il existe des différences entre les différents pays. Malgré tout, tous sont des régimes présidentiels forts. Il n'y a pas d'alternance pacifique depuis l'indépendance des « Stans » post-soviétiques. Le partage du pouvoir avec des partis réellement d'opposition est encore inimaginable. La réalité du pouvoir appartient toujours au seul cercle présidentiel. Des représentants d'alliances aléatoires, de clans, d'intérêts régionaux, font un lobbying constant autour d'un seul centre de pouvoir. Il est évident que cette organisation politique n'a pas eu que des défauts. Ainsi, contrairement au Tadjikistan, les hommes forts locaux ont pu prendre sous leur contrôle les forces armées. Ils ont hérité de pays aux frontières artificielles, avec de fortes minorités, mais à l'économie sinistrée. Le vide idéologique laissé par la mort de l'URSS laissait la place libre à l'islamisme, au nationalisme, et au séparatisme. Pourtant, les présidents en place ils ont su

éviter la guerre civile. Nursultan Nazerbaïev, par exemple, a réussi à éviter une division de son pays entre Russes et Cosaques d'une part, et Kazakhs d'autre part. Il a su, par ailleurs, conserver un équilibre entre les différents clans et les différents cercles de pouvoir. Et c'est sans nul doute ses choix économiques qui ont permis au Kazakhstan de devenir l'Etat le plus riche d'Asie Centrale. Mais les autres Etats de la région n'ont pas à leur actif des résultats aussi positifs. Les présidents centre-asiatiques ont eu peur du « syndrome tadjik ». On entend par ce terme la faiblesse exprimée par le centre face aux oppositions. Ce syndrome, notamment en Ouzbékistan, a trouvé un remède qui pourrait, à terme, être pire que le mal. En effet, le président Karimov a choisi de réduire au silence toute forme d'opposition. Cela lui a permis de vaincre la mouvance islamiste radicale du début des années 1990. Mais c'est également la forte répression touchant toute opposition qui permet au H.T. d'avoir un certain succès en Ouzbékistan. Plus largement, sa politique anti-islamiste est devenue, à terme, une politique anti-islamique. Toute activité islamique hors du contrôle du pouvoir est devenue illégale par la loi de 1998. Cette loi, ironiquement intitulée, « pour la liberté religieuse et les organisations religieuses », permet d'arrêter une personne ayant une mise jugée trop religieuse. Quant à la torture, une fois un citoyen arrêté par les forces de l'ordre, elle est « systématique », selon le professeur Théo Van Boven. Le résultat de ses recherches fut soumis à la commission de l'ONU chargée des droits de l'Homme en 2003[xiv]. Une telle politique peut briser une opposition sur le court terme. De fait, elle pousse également à une radicalisation sur le plus long terme. C'est, après tout, la méthode qui fut utilisée dans tout le Moyen-Orient arabe et iranien, avec les résultats que l'on sait. Ainsi, une répression trop violente, et une certaine rigidité politique, pourraient bien préparer l'Asie Centrale à des lendemains difficiles. Cette rigidité se retrouve, dans une certaine mesure, dans la politique actuelle du président Rahmon. Certes, cet autoritarisme est nécessaire pour remettre les anciens chefs de guerre au pas. Néanmoins, comme on l'a vu plus haut, une trop grande concentration de pouvoir dans un petit nombre de mains pourraient bien faire renaître le « syndrome tadjik ». Elle semble déjà contribuer à faire renaître le problème islamiste.

Par ailleurs, on retrouve dans toute l'Asie Centrale cette division subnationale entre groupes régionaux, clans, et autres alliances informelles. La cohésion de ces groupes est obtenue par le clientélisme et l'argent que chaque groupe peut soutirer à l'Etat pour les siens. Toute place d'importance étant précaire, car tout dépend de la situation de chaque groupe face à la présidence à un moment donné. Une telle situation inflige aux républiques d'Asie Centrale un autre fléau qu'on a retrouvé au Tadjikistan, à savoir la corruption. Par ailleurs, les présidents sont autant courtisés que menacés par ces cercles de pouvoir, dont il faut satisfaire les appétits avec équité. Leur loyauté n'est jamais inconditionnelle, ce qui peut signifier des tensions avec le pouvoir central, comme au Tadjikistan. Ainsi, en Ouzbékistan, le président Karimov doit faire en sorte de conserver un certain équilibre entre différentes élites régionales[xv]. Et pour le président tadjik comme pour le président ouzbek, chaque erreur peut signifier tension politique, voire actions violentes. On en a eu un exemple détonant avec les attentats à la bombe ayant endeuillé Tachkent le 16 juin 1999. Ces actes furent attribués par le pouvoir au M.I.O. Néanmoins, comme le rappelle Boris-Mathieu Pétric[xvi], pour l'opinion publique ouzbèke, le coupable est tout autre. Il s'agirait du groupe régional « Sambuh » (Samarcande - Boukhara). Ou plus précisément les élites de cette région liées au vice-Premier Ministre jusqu'en novembre 1998, Djurabekov. C'était à lui qu'Islam Karimov devait sa place de président d'Ouzbékistan. Son influence était sans pareille sur l'ensemble des structures d'Etat. Après l'avoir éloigné, le président s'attaqua à ses partisans dans les différentes administrations. Trois mois après ce « nettoyage » politique, six bombes explosent à des

endroits clés de la capitale ouzbèke. En mars 1999, Djuradekov était réintégré dans le gouvernement. Comme le rappelle B-M Pétric, l'organisation des attentats donnait à penser qu'ils auraient pu être bien plus meurtrier, et toucher I. Karimov lui-même. Il serait donc logique de penser que l'hypothèse de la « rue ouzbèke » soit valable. Ce qui signifie que l'action la plus spectaculaire contre un président ouzbek ne doit rien à l'islamisme. Elle serait directement liée, comme la guerre civile tadjike, à des oppositions entre élites, régions, et clans. La même lutte, potentiellement meurtrière, entre factions, existe donc autant au Tadjikistan qu'ailleurs.

Enfin, et à la suite de ce qui vient d'être évoqué, il y a également la grande pauvreté de la majorité de la population. Au Tadjikistan comme ailleurs, un fossé existe entre une élite qui garde jalousement les rennes de l'économie locale, et le reste de la population. Ce fossé, qui ne pourrait être comblé que par des réformes économiques et politiques, ne peut être qu'un facteur de tensions pour l'avenir.

Ainsi, ce ne sont pas les mouvements islamistes qui sont à craindre en premier lieu en Asie Centrale. Certes, ces mouvements existent, et il ne s'agit pas de les négliger. Certains, comme le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan, ont été et restent une réelle menace. Toutefois, ils ne peuvent guère que s'appuyer sur des problèmes bien plus profonds, qui n'ont pas besoin d'eux pour prospérer. Si le HT et le MIO étaient annihilés totalement dans les années à venir, d'autres prendraient leur place. Qu'ils soient islamistes ou non ne changerait rien à la menace de déstabilisation. Les tensions économiques entre groupes, ou la logique rapace et intolérante développée par certains cercles de pouvoir, pourraient avoir de nouveau de terribles conséquences régionales. Il n'est pas certain que des mouvements islamistes puissent en profiter. En revanche, ce qui est plus sûr, c'est que le chaos s'installerait au détriment des peuples de la région, et de toutes les grandes puissances. La Chine, l'Inde, ou la Russie, ont un intérêt direct à ne pas voir ces Etats s'autodétruire. Ce sont des fournisseurs en pétrole et en gaz, ainsi que des marchés à conquérir. Pour les Etats-Unis, engagés dans la guerre contre le terrorisme, ces Etats sont, comme le Pakistan, la première « ligne de front » pour la stabilisation de l'Afghanistan. Pourtant, toutes ces puissances ont préféré soutenir les pouvoirs en place, la solution du moindre mal. L'idée d'un Grand Jeu, d'une compétition entre grandes puissances, l'a emporté sur le traitement des problèmes locaux. Cette logique est compréhensible. L'alternative demande un investissement financier et politique à plus long terme. Elle signifie une aide économique plus grande. Mais aussi une plus grande demande de transparence et de flexibilité de la part des pouvoirs en place. L'Union européenne commence à peine à réellement s'intéresser à l'Asie Centrale. Saura-t-elle mieux équilibrer intérêts diplomatiques de court terme et besoins sécuritaires de plus long terme ? C'est en tout cas ce qu'on peut souhaiter. Il est en effet difficile de ne pas concevoir les tensions non réglées d'aujourd'hui comme une source de futures difficultés sécuritaires. Difficultés qui seront autrement plus difficiles à gérer que la guerre civile au Tadjikistan.

Notes

[i] L'Asie Centrale post-soviétique compte cinq pays : le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, et le Turkménistan.

[ii] Ainsi, le Kazakhstan possède l'équivalent de la moitié du pétrole russe, et plus de pétrole que les Etats-Unis.

[iii] Shirin Akiner, Tajikistan. Disintegration or Reconciliation, Londres : The Royal Institute of International Affairs, 2001, pp. 25 à 27.

[iv] Ibid

[v] Olivier Roy, « L'Asie Centrale Contemporaine », Que sais-je ?, 2001

[vi] Le changement de nom vient du fait que leur localité a été débaptisée : elle ne s'appelle plus Léninabad mais Khojend.

[vii] Shirin Akiner, op.cit., p. 35.

[viii] International Crisis Group, « Radical Islam in Central Asia : Responding to Hizb-Ut-Tahrir », ICG Asia Report, n°58, 30 juin 2003.

[ix] Faranjis Najibullah, « Central Asia : Hirz Ut-Tahrir Gains Support From Women », RFE / RL (Radio Free Europe), 11 juillet 2007.

[x] Vicken Cheterian, « La vallée de Ferghana, cœur divisé de l'Asie Centrale », Le Monde Diplomatique, pp.16-17, mai 1999.

[xi] Vitaly V. Naumkin, Radical Islam in Central Asia. Between Pen and Rifle, Oxford : Rowman and Littlefield Publishers, 2005, pp. 108-109.

[xii] Les autorités ouzbèkes ont affirmées qu'elles avaient découvert l'organisation d'attaques terroristes à une large échelle. L'action de la police aurait forcé le groupe terroriste à se dévoiler, provoquant une lutte armée entre forces spéciales et terroristes, ainsi que des attentats suicides. Pourtant, le fait que le M.I.O. ait été l'instigateur n'est pas avéré. Il semblerait que l'attaque soit née d'une action locale menée par de simples citoyens fatigués de l'attitude policière. Mais on ne peut exclure le soutien au moins logistique d'anciens du M.I.O.

[xiii] Ancien numéro 2 du M.I.O à l'époque de Juma Namangani.

[xiv] Shahram Akbarzadeh, Uzbekistan and the United States. Authoritarianism, Islamism and Washington's Security Agenda, New York - Londres : Zed Books, 2005, p.97.

[xv] Michael A. Weinstein, « Uzbekistan and the Great Powers : Courting Instability », PINR, 3 janvier 2005.

[xvi] Boris-Mathieu Pétric, Pouvoir, don et réseaux en Ouzbékistan post-soviétique, Paris : PUF, 352 p.

Copyright mars 2008- Chaudet / www.diploweb.com

Bibliographie sélective

Ouvrages et thèses

Shahram Akbarzadeh, *Uzbekistan and the United States. Authoritarianism, Islamism and Washington's Security Agenda*, New York - Londres : Zed Books, 2005.

Shirin Akiner, *Tajikistan. Disintegration or Reconciliation*, Londres : The Royal Institute of International Affairs, 2001.

Muhammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale. De la fin de l'URSS à l'après-11 septembre*, Paris : PUF, 2003.

Laurence P. Markowitz, *Collapsed and Prebendal States in Post-Soviet Eurasia*, thèse non publiée pour l'Université de Wisconsin-Madison, 2005.

Vitaly V. Naumkin, *Radical Islam in Central Asia. Between Pen and Rifle*, Oxford : Rowman and Littlefield Publishers, 2005.

Boris-Mathieu Pétric, *Pouvoir, don et réseaux en Ouzbékistan post-soviétique*, Paris : PUF.

Olivier Roy, « L'Asie Centrale Contemporaine », *Que sais-je ?*, 2001.

Articles scientifiques

Didier Chaudet, « Hizb ut-Tahrir : An Islamist threat to Central Asia ? », *Journal of Muslim Minority Affairs*, Vol. 26, n°1, Avril 2006.

Gregory Gleason, « Power Sharing in Tajikistan : Political Compromise and Regional Instability », *Conflict, Security and Development*, 1 :3, 2001.

R. Grant Smith, « Tajikistan : the Rocky Boat to Peace », *Central Asian Survey*, Vol. 18, n°2, 1999

International Crisis Group, « Tajikistan's Politics : Confrontation or Consolidation ? », *Asia Briefing*, 19 mai 2004.

Olivier Roy, « The Foreign Policy of the Central Asian Islamic Renaissance Party », *Council on Foreign Relations*, New York, 2000.

P.-S.

Enseignant à Science Po. Chercheur au Centre Russie / NEI de l'IFRI